

**DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE**

**LE DIRECTEUR DE L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE,**

**Vu**, l'article L. 1415-1 du Code de la santé publique,

**Vu**, l'article L. 756.2 du Code de l'éducation,

**Vu**, le décret n°94-39 du 14 janvier 1994 modifié relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel,

**Vu**, la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment ses articles 85 et 86,

**Vu**, le décret n°2006-1546 du 7 décembre 2006 relatif à l'Ecole des hautes études en santé publique modifié par les décrets n°2007-795 du 10 mai 2007 et n°2007-1 929 du 30 décembre 2007,

**Vu**, le décret du 1er janvier 2008 nommant Monsieur Antoine FLAHAULT Directeur de l'Ecole des hautes études en santé publique,

**Vu**, le contrat de recrutement de Madame Monique GAUTIER en qualité d'Assistante de programmes à la Direction des Relations Internationales en date du 1<sup>ier</sup> janvier 2004.

**DECIDE**

Délégation permanente est donnée à Madame Monique GAUTIER en sa qualité d'Assistante à la Direction des Relations Internationales selon les modalités suivantes :

**Article 1 – Champ de la délégation**

La présente délégation de signature est personnelle, et à ce titre insusceptible de subdélégation. Elle est circonscrite aux affaires concernant le Centre de Responsabilité suivant :

- CR Direction des Relations Internationales (Centre Financier 140).

**I. En matière de charges**

La présente délégation est donnée dans la limite des crédits disponibles sur les CR concernés, limitée et circonscrite à hauteur de 1 000 € pour les actes suivants :

**A. Au stade de l'engagement juridique**

- Les ordres de mission,
- Les bons de commande,
- Les contrats et conventions en lien avec les compétences ci-dessus listées,

Sont expressément exclues de la présente délégation les compétences suivantes :

- Les actes ou décisions en lien avec la promotion d'une recherche biomédicale au sens du Code de la santé publique,
- Les actes ou décisions en lien avec les actions en justice, les transactions et le recours à l'arbitrage.

## **B. Au stade de la certification de service fait**

- Les états de frais de déplacements,
- Les factures,
- Les fiches d'enseignements réalisés.

## **II. En matière de recettes**

- les contrats et conventions générant des recettes,

### **Article 2 – Durée**

La présente délégation entre en vigueur à la date de sa publication, ou de son affichage si celui-ci est plus tardif.

Elle cesse de plein droit si son titulaire perd la qualité d'Assistante à la Direction des Relations Internationales ou lorsque le délégant cesse d'exercer les fonctions de Directeur de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique.

### **Article 3 – Exécution**

Le directeur, en sa qualité de délégant, le délégataire et l'Agent Comptable sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Rennes, le 4 mars 2011